



décembre 2006

# l'emploi salarié privé en 2005



## France métropolitaine : un léger coup d'accélérateur

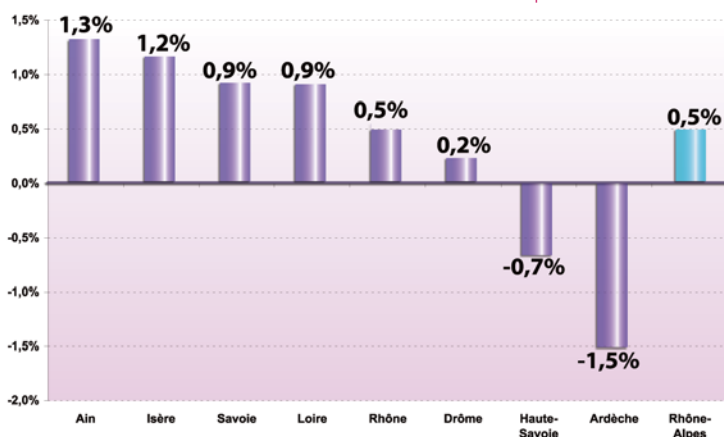
Pour la première fois, le cap des 16 millions d'emplois salariés a été franchi dans l'Hexagone en 2005, traduisant une progression annuelle de 0,6 %, deux fois plus forte qu'en 2004. Leur nombre est passé de 15 923 100 fin 2004 à 16 019 700 un an plus tard, soit 96 600 postes supplémentaires créés au cours des trois derniers trimestres.

**L'industrie**, avec 3,5 millions de salariés, a continué à perdre des emplois (- 79 900, - 2,2 %), notamment à cause du textile-habillement (- 9 %). Ce recul est toutefois légèrement plus faible qu'en 2004 (- 90 000, - 2,5 %), mais la **construction** et le **tertiaire** ont largement compensé cette perte. Le **BTP**, avec 1 324 800 salariés (+ 32 700), a en effet connu une nouvelle année de croissance significative (+ 2,5 %, après + 1,9 % en 2004) et le **tertiaire** a lui aussi fait mieux que l'année précédente : les 143 800 postes créés ont porté l'effectif global à 11 184 500 personnes, soit 69,8 % de l'emploi salarié total en France.

Sur l'année 2005, le taux d'évolution de Rhône-Alpes (+ 0,6 %) se situe au niveau de la moyenne nationale. Neuf régions ont connu une évolution négative, les plus touchées étant la Picardie (- 0,8 %), l'Alsace et la Lorraine (- 0,5 %). A l'inverse, plusieurs régions du sud de la France ont enregistré des progressions significatives : le Languedoc-Roussillon (+ 2,1 %), Midi-Pyrénées (+ 2,0 %) et l'Aquitaine (+ 1,6 %).

## Rhône-Alpes au même rythme que la France

Evolution du nombre de salariés selon les départements



La chute de 2,4 % des effectifs **industriels** (- 10 850) dans la région Rhône-Alpes a limité la progression annuelle de l'emploi salarié à + 0,6 % (+ 14 347), soit cependant un niveau très proche du taux national. Fin 2005, Rhône-Alpes a passé le cap des 1,7 millions de salariés, dont près des 2/3 étaient concentrés dans le secteur **tertiaire** par ailleurs locomotive de l'emploi (+ 1,3 % en 2005).

Dynamique de l'emploi salarié en 2005

	Loire	Rhône-Alpes	France
Industrie	-2,7%	-2,4%	-2,2%
BTP	4,6%	4,3%	2,5%
Tertiaire	2,3%	1,3%	1,3%
total	0,9%	0,6%	0,6%

Plus encore qu'en 2004 (+ 2,7 %), la **construction** est restée sur une dynamique très forte (+ 4,3 %), avec près de 5 800 nouveaux postes. Dans le secteur **tertiaire**, si les activités de **commerce** ont généré près de 1 300 nouveaux postes (+ 0,4 %), ce sont les **services** qui ont été une fois de plus les principaux créateurs d'emplois (+ 3 158 salariés ; + 1,6 %).

Au sein de la Région, l'écart entre les deux départements extrêmes s'est établi en 2005 à 2,8 points (- 1,5 % en Ardèche, + 1,3 % dans l'Ain), soit à peine plus qu'en 2004 (- 1,3 % dans la Loire, + 1,3 % en Savoie). Après l'Ain, la meilleure performance a été réalisée en Isère (+ 1,2 %) puis en Savoie (+ 0,9 %) et dans la Loire (+ 0,9 %), alors que le Rhône donnait exactement le ton de la tendance régionale et que l'autre résultat négatif, avec l'Ardèche, était enregistré en Haute-Savoie (- 0,7 %).

## Situation conjoncturelle des entreprises ligériennes en 2005 : l'enquête annuelle de la Banque de France

Sur l'année 2005, et à travers l'échantillon analysé par la Banque de France, la reprise en Rhône-Alpes, entamée en 2004, s'est poursuivie mais sans atteindre la même ampleur. La Loire a connu une croissance soutenue de son activité, caractérisée de trois manières :

- stabilisation des marges,
- redressement des investissements,
- nouvelles réductions d'effectifs.

**Données** conjoncturelles sur les principaux secteurs d'activité de la Loire (variations entre 2004 et 2005)

	Variation Chiffre d'affaires	Variation Investissements	Variation Effectifs
<b>Industrie</b>	5,5%	7,7%	-1,4%
<b>Bâtiment</b>	5,4%	-5,9%	0,6%
<b>Commerce de gros</b>	0,8%	NR	2,3%
<b>Services marchands</b>	3,8%	-4%	2%

Dans **l'Industrie**, le département s'est distingué positivement puisque l'activité a bondi de 5,5 %, contre 2,4 % dans la Région, venant confirmer les prévisions des chefs d'entreprises effectuées un an auparavant. Si les biens de consommation (+ 0,4 %) et l'agroalimentaire (+ 1,9 %) sont restés en retrait, les biens intermédiaires, secteur dominant dans la Loire, ont connu une nette reprise (+ 7,6 %), mais les biens d'équipement (+ 5,9 %) et l'automobile (+ 6,2 %) ont engrangé de bons résultats. Ces deux activités, fortement exportatrices, ont fortement contribué à la nette progression des ventes à l'étranger (+ 12,5 %), elles-mêmes vecteur important de croissance de l'activité en 2005 dans la Loire.

Si les investissements ont augmenté de 7,7 % (1,7 % en Rhône-Alpes) après 3 années de repli massif et si la reprise s'est accompagnée d'une stabilisation des marges, cette amélioration n'a pas eu d'influence positive sur l'emploi. Les effectifs se sont érodés de 1,4 %.

Le dynamisme de la **construction** s'est à nouveau confirmé en 2005 tant dans le département (+ 5,4 %) que la Région (+ 6,2 %), et en particulier dans le génie civil. Si les investissements ont chuté de 5,9 % par rapport au (bon) niveau observé en 2004, les effectifs dans l'échantillon BTP de la Banque de France n'ont que faiblement progressé (+ 0,6 %), contrairement aux données Assedic globales (+ 4,6 %).

En dépit de la demande industrielle soutenue, les ventes du **commerce de gros** n'ont progressé que de 0,8 % (contre + 3,7 % en Rhône-Alpes). La concurrence et le prix des



matières premières ont grignoté les marges. Un très bon point cependant : l'emploi y a progressé de 2,3 %.

Enfin, dans les **services marchands**, la Banque de France relève que l'activité et l'emploi ont de nouveau progressé et que les sociétés de transport ont réussi à maintenir leurs marges en dépit des coûts de l'énergie. Par contre, les investissements se sont repliés.

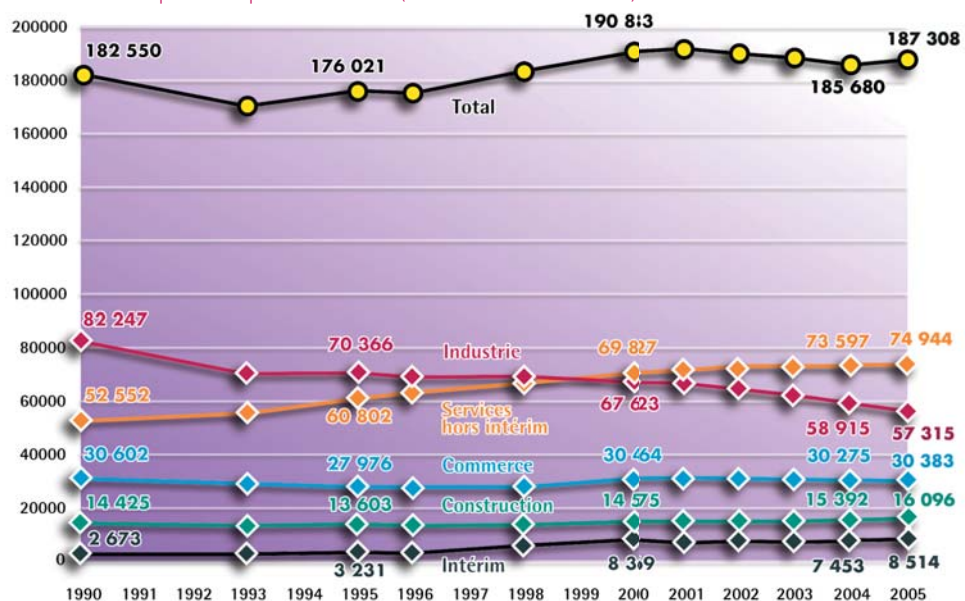
## L'emploi salarié dans le département de la Loire : une hausse de 1628 emplois en 2005 qui succède à 3 années de baisse consécutives

Depuis 1990, l'évolution du nombre de salariés connaît de fortes irrégularités. Plusieurs ruptures en terme d'évolution d'emplois peuvent être identifiées :

- le début de la décennie 1990 a été marqué par une forte baisse de l'emploi, notamment en 1993 qui a été une année de récession au niveau national,
- la tendance s'est ensuite inversée pendant la seconde moitié des années 1990 avec une augmentation sensible de l'emploi,
- une nouvelle rupture est observée en 2002 avec une orientation à la baisse des effectifs salariés,
- un retournement de situation est de nouveau observé en 2005 puisqu'un gain de 1 628 emplois a été observé après trois années de baisse consécutives.

Les tendances observées en 2005 ont été très différentes selon les secteurs d'activité.

**Evolution** de l'emploi salarié privé dans la Loire (01/01/1990 au 31/12/2005)



L'emploi **industriel** a continué à diminuer avec 1 600 emplois en moins (-2,7%). En 15 ans, près de 25 000 emplois ont disparu dans ce secteur. Si à la fin des années 90, dans un contexte plutôt favorable de croissance, l'emploi industriel s'était plus ou moins stabilisé, depuis 2001, on enregistre à nouveau de fortes baisses.

A l'inverse, le secteur des **services** (hors intérim) a enregistré une augmentation de 1 347 emplois (+1,8%). Cette hausse est plus importante que celle enregistrée ces dernières années (hausse de 593 emplois en 2004, de 499 en 2003 et 933 en 2002),

Le **BTP** a également progressé de manière significative en 2005 avec 704 emplois supplémentaires (+ 4,6 %). Cette évolution est supérieure à celles enregistrées les deux années précédentes (+ 264 en 2004 et + 191 emplois en 2003).

Dans le **commerce**, l'évolution a été également positive avec 108 emplois supplémentaires (+ 0,4 %). Cette tendance rompt avec la baisse enregistrée ces 3 dernières années.

Ces deux secteurs qui concentrent 35 % des effectifs salariés du secteur tertiaire ont contribué à près de 40 % des créations d'emplois.

Enfin, le **secteur intérimaire** enregistre une hausse significative de l'emploi (+ 1061 salariés, + 14,2 %) venant ainsi contrecarrer en partie l'évolution négative du secteur industriel, puisque la majorité des missions intérimaires est réalisée dans l'industrie ou le BTP. Au total, les tendances observées en 2005 s'inscrivent dans un contexte plus général de tertiarisation de l'économie.

#### Evolution de l'emploi dans la Loire par secteur d'activité

	2004	2005	évolution absolue	évolution relative
Services hors intérim	73 597	74 944	1 347	1,8%
Intérim	7 453	8 514	1 061	14,2%
Construction	15 392	16 096	704	4,6%
Commerce	30 275	30 383	108	0,4%
Agriculture	48	47	-1	-2,1%
Industrie	58 915	57 315	-1 600	-2,7%
Activité inconnue		9		
<b>Total</b>	<b>185 680</b>	<b>187 308</b>	<b>1 628</b>	<b>0,9%</b>

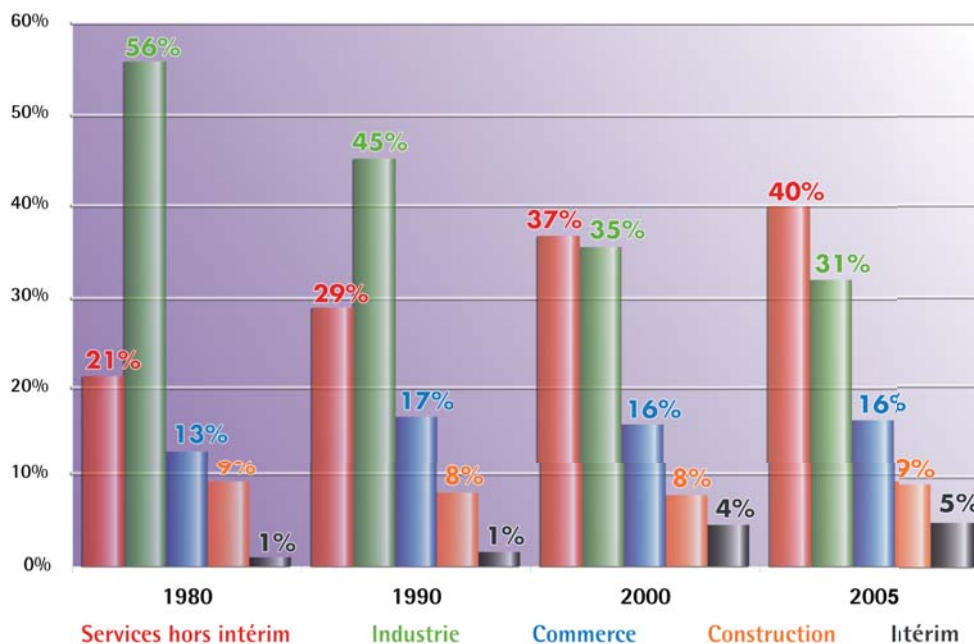
Les évolutions de ces dernières décennies dans l'industrie et les services bouleversent structurellement la composition de l'emploi. Entre 1980 et 2005, l'industrie a perdu près de 53 000 salariés. Ainsi, le poids de l'industrie dans l'emploi total a fortement diminué passant de 56 % à 31 %. Malgré tout, la Loire reste un territoire fortement industrialisé par rapport à la moyenne nationale (24%). A l'inverse, avec près de 32 700 emplois supplémentaires, le poids des services (hors intérim) a très fortement progressé en passant de 21 % en 1980 à 40 % en 2005.

Ces 25 dernières années se sont également caractérisées par une progression très importante de l'intérim qui comptabilise 8 514 emplois en 2005 contre 1 831 en 1980, soit un quasi quintuplement en 25 ans.

En revanche, sur le long terme, le poids des secteurs du commerce et du BTP est resté relativement stable par rapport aux autres secteurs d'activité.



### Evolution du poids des secteurs d'activité dans l'emploi salarié privé dans la Loire



## Industrie : le textile-habillement toujours fortement touché

En 2005, l'emploi industriel a perdu 1 600 salariés, soit une baisse de 2,7 %.

Une analyse fine par secteur d'activité montre que c'est le domaine de la plasturgie et du caoutchouc qui enregistre la diminution la plus forte. Néanmoins, cette baisse ne correspond pas à une destruction nette d'emplois, mais résulte d'un transfert d'effectif dû à un changement de code NAF de trois établissements. Ainsi, 274 emplois ont été transférés du secteur du caoutchouc vers l'industrie automobile et 310 emplois vers la mécanique\*.

En 2005, le secteur du textile connaît de nouveau une baisse importante de l'emploi (- 662 emplois ; -7 %). En 15 ans, ce secteur a perdu 11 255 salariés soit un nombre d'emplois divisé par 2,3.

Parmi les secteurs qui enregistrent également une diminution du nombre d'emplois, on recense :

- les industries alimentaires (- 50 salariés; - 1 %) pour la quatrième année consécutive,
- l'industrie du papier et du carton (- 56 ; - 5%) pour la cinquième année consécutive,
- l'imprimerie (- 69 ; - 3 %) pour la cinquième année consécutive,
- la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (- 175 ; - 9 %) pour la quatrième année consécutive,
- l'électricité, électronique (- 188 ; - 5 %) pour la cinquième année consécutive.

\*. Plus précisément, l'explication réside dans la restructuration d'un groupe, dont trois établissements, auparavant en activité 251 E (fabrication d'autres articles en caoutchouc), ont changé d'activité, et sont désormais en 343 Z (fabrication d'équipements automobiles : 274 salariés) et 291 J (fabrication d'organes mécaniques de transmission : 256 salariés et 54 salariés).

### Evolution de l'emploi salarié privé dans les 9 principaux secteurs industriels



Les secteurs liés à la métallurgie et à la mécanique ont connu dans l'ensemble une stabilité de l'emploi, voire une légère augmentation :

-l'industrie automobile a gagné 293 emplois (+ 8%). Toutefois, parmi eux, 274 sont liés au changement de code NAF explicité ci-dessus. La création nette d'emplois se limite donc à 19.

-La mécanique a enregistré une hausse de 16 emplois (+ 0,2%) trompeuse. Néanmoins, sans le changement de code NAF, ce secteur aurait connu un recul de 294 emplois.

### Evolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie

	nombre de salariés en 2004	nombre de salariés en 2005	évolution 2004-2005	évolution en % 2004-2005
Industrie automobile	3 566	3 859	293	8%
Bois,meuble	3 053	3 101	48	2%
Chimie, pharmacie	1 565	1 593	28	2%
Mécanique	6 597	6 613	16	0,2%
Electricité, gaz, eau	505	520	15	3%
Métallurgie	1 655	1 669	14	1%
Récupération	494	498	4	1%
Industries extractives	219	213	-6	-3%
Travail des métaux	11 811	11 769	-42	-0,4%
Industries alimentaires	7 465	7 415	-50	-1%
Papier, carton	1 095	1 039	-56	-5%
Edition, imprimerie, reproduction	2 228	2 159	-69	-3%
Autres produits minéraux non métalliques	2 030	1 855	-175	-9%
Electricité, électronique	4 084	3 896	-188	-5%
Textile, habillement, cuir	9 122	8 460	-662	-7%
Caoutchouc, plastiques	3 426	2 656	-770	-22%
<b>total</b>	<b>58 915</b>	<b>57 315</b>	<b>-1 600</b>	<b>-2,7%</b>



- La métallurgie a enregistré une hausse de 14 emplois (+ 1 %).
- Le travail des métaux a connu une légère baisse de 42 emplois (soit + 0,4 %). Cette diminution est peu importante par rapport aux années précédentes ( 758 en 2004, 843 en 2003 et 607 en 2002).

- Parmi les secteurs qui ont gagné des emplois, figurent :
- l'industrie du bois et de l'ameublement : + 48 emplois (+ 2 %) ;
  - la chimie et la pharmacie : + 28 emplois (+ 2 %) ;
  - l'électricité, gaz, eau : + 15 emplois (+3%) ;
  - la récupération : + 4 emplois (+ 1 %).

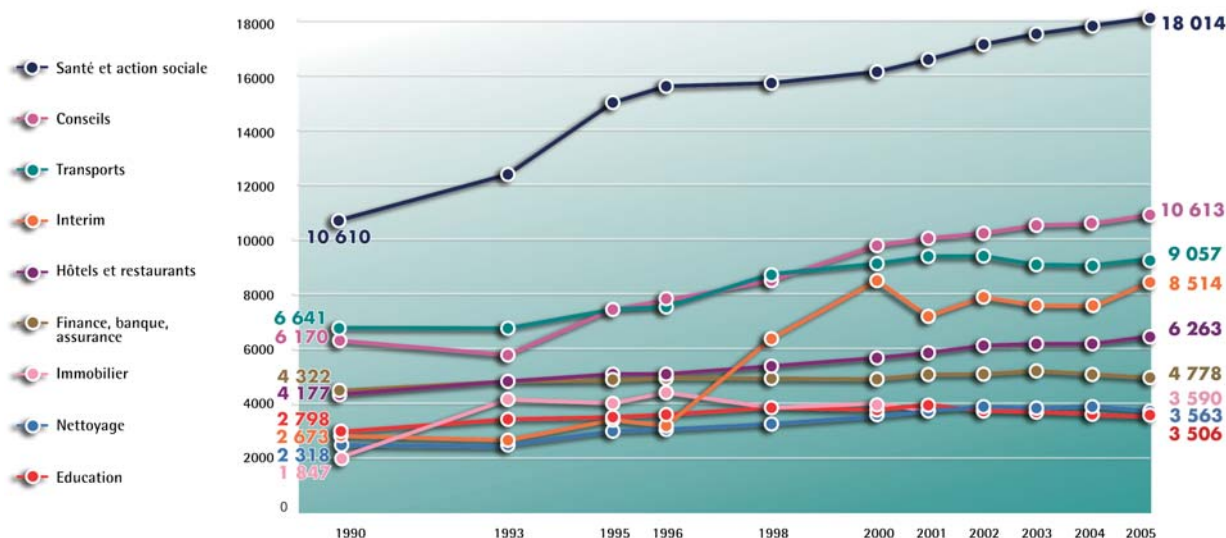
## Services : une croissance liée au dynamisme de l'intérim et des services de conseils

En 2005, le secteur des services (intérim y compris) a enregistré une nette hausse de 2 408 emplois (soit +3 %). Cette évolution s'explique par un recours plus important des entreprises à l'intérim. En effet, le nombre de salariés dans le secteur intérimaire a progressé de 1 061 emplois (+ 14,2 %).

Dans les services, les principaux secteurs créateurs d'emplois sont :

- Les services de conseils qui continuent à progresser assez fortement avec 636 emplois supplémentaires (+ 6 %). Dans ce secteur, l'évolution très positive s'explique essentiellement par le nombre d'emplois créés dans "l'administration d'entreprises" (+ 314 emplois) et dans "l'ingénierie et études techniques" (+187 emplois).
- Le poste intitulé " autres services aux entreprises " s'est également montré relativement dynamique avec un gain de 295 emplois (+ 10,1 %), parmi lesquels 265 ont été créés dans les centres d'appels.

Evolution de l'emploi salarié privé dans les 9 premiers secteurs des services





-Le domaine de la "santé et action sociale" continue également d'augmenter avec un gain de 198 emplois (+ 1,1 %). L'évolution enregistrée en 2005 est de moindre ampleur que les années précédentes (+ 323 en 2004, + 376 en 2003 et + 567 en 2002).

A l'inverse, les secteurs qui ont enregistré les pertes d'emplois les plus importantes sont :

- le secteur immobilier avec une baisse de 189 emplois (- 5 %) ;
- le nettoyage avec une baisse de 153 emplois (- 4,1 %).

L'évolution de l'emploi dans ces deux secteurs est très irrégulière ces dernières années.

#### Evolution de l'emploi salarié privé dans la Loire dans le secteur des services

	nombre de salariés en 2004	nombre de salariés en 2005	évolution 2004-2005	évolution en % 2004-2005
Interim	7 453	8 514	1 061	14,2%
Conseils	10 613	11 249	636	6%
autres services aux entreprises	2 924	3 219	295	10,1%
Santé et action sociale	17 816	18 014	198	1,1%
Activités associatives	2 536	2 696	160	6,3%
Hôtels et restaurants	6 136	6 263	127	2,1%
Activités récréatives, culturelles et sportives	2 050	2 162	112	5,5%
Transports	8 972	9 057	85	0,9%
Education	3 428	3 506	78	2,3%
Sécurité	916	955	39	4,3%
Services personnels	1 798	1 831	33	1,8%
Informatique	1 197	1 219	22	1,8%
Postes et télécommunications	43	57	14	32,6%
R.D	212	207	-5	-2,4%
Finance, banque, assurance	4 827	4 778	-49	-1%
Administration publique	2 634	2 578	-56	-2,1%
Nettoyage	3 743	3 590	-153	-4,1%
Immobilier	3 752	3 563	-189	-5%
<b>Total</b>	<b>81 050</b>	<b>83 458</b>	<b>2 408</b>	<b>3%</b>

## Emploi salarié par arrondissement : une amélioration conjoncturelle de l'emploi sur Roanne et Saint-Étienne

L'année 2005 reste caractérisée par une embellie conjoncturelle de l'emploi salarié sur l'arrondissement de Roanne. L'emploi sur l'arrondissement de Montbrison poursuit une croissance consolidée depuis 2003, Saint-Etienne renouant avec l'équilibre. L'activité économique du département reste tirée par les secteurs de la construction, notamment les travaux de maçonnerie générale, mais surtout par le secteur des services en raison du redémarrage de l'emploi intérimaire. En revanche, le déclin structurel de l'industrie demeure palpable sur l'ensemble des arrondissements.

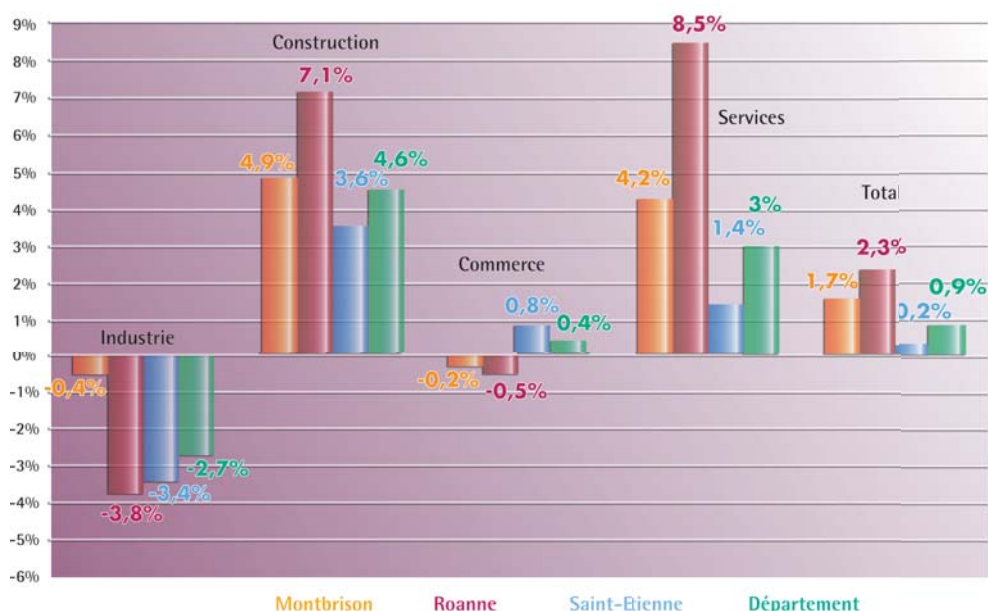


D'une manière générale, l'emploi salarié a progressé sur les arrondissements de Roanne (+ 2,3 %) et de Montbrison (+ 1,7 %) et s'est stabilisé sur celui de Saint-Étienne (+ 0,2 %).

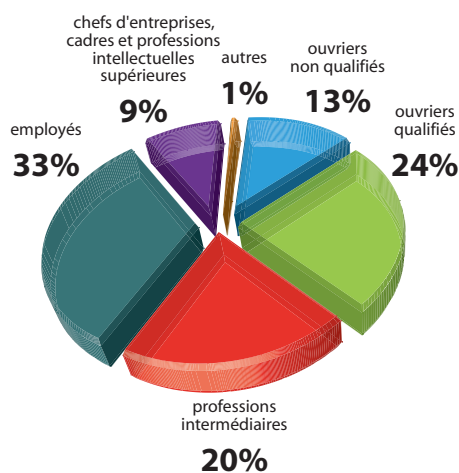
La structure du tissu économique explique le positionnement des salariés sur 2 Catégories socioprofessionnelles (CSP)

La tertiarisation des activités économiques s'est matérialisée sur le département de la Loire par une prédominance des activités de service à partir de 1997, mais le poids de l'industrie demeure encore important (30,6 % des effectifs salariés du département en 2005). La structuration du tissu économique ligérien explique donc le positionnement des salariés sur deux principales CSP : "ouvriers" (qualifiés ou non) et "employés".

### Evolution de l'emploi salarié privé selon les arrondissements de la Loire



### Répartition des salariés de la Loire selon la CSP \*



A un échelon géographique plus fin, le profil économique des différents arrondissements révèle de fortes disparités :

-Une vocation "tertiaire" plus affirmée sur Saint-Étienne qui explique un poids prépondérant des CSP "professions intermédiaires", "employés", "chefs d'entreprises, cadres et professions intellectuelles supérieures".

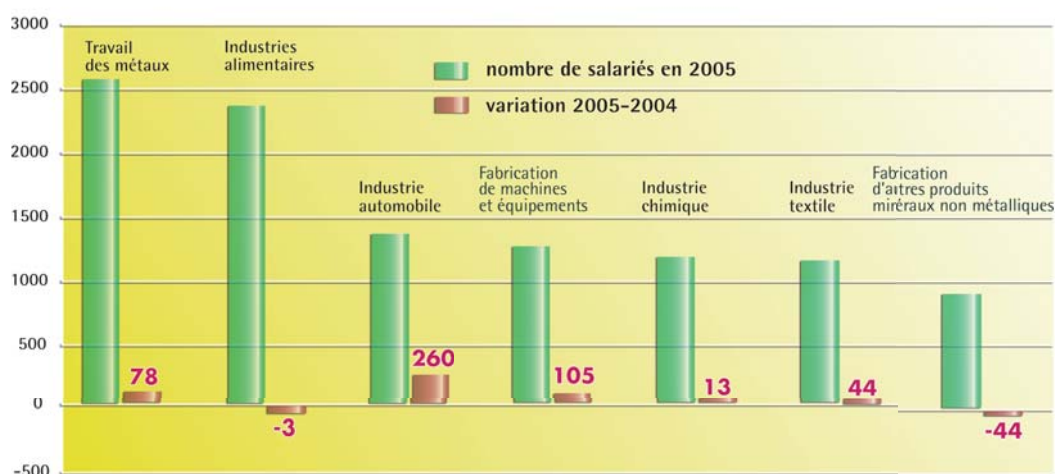
-Un profil industriel encore très marqué sur les arrondissements de Montbrison et Roanne expliquant en partie la sur-représentation des CSP "ouvriers non qualifiés" et "ouvriers qualifiés".

\*. Répartition calculée pour 2004 sur une population de près 264.000 salariés ligériens extraite du fichier D.A.D.S. de l'Insee. Cf. étude thématique d'ELO «Les conditions de travail des salariés dans la Loire en 2004», Juin 2006

## Montbrison : l'intérim et les transports, locomotives de l'emploi

L'arrondissement de Montbrison a consolidé son activité économique pour la 3ème année consécutive, en partie alimentée par le dynamisme des services et de la construction. Les effectifs salariés de l'arrondissement (38 777 salariés) ont crû de 1,7 % (+ 660 salariés). **Le secteur industriel a nettement mieux résisté que sur les arrondissements voisins, la diminution s'étant limitée à 0,4 % (- 65 salariés).**

### Evolution de l'emploi salarié privé industriel sur l'arrondissement de Montbrison



Cette évolution a été principalement liée au recul des effectifs salariés de "l'industrie du caoutchouc et des plastiques" (564 salariés) qui doit être interprété avec précaution. En effet, selon les ASSEDIC, l'explication réside essentiellement dans la restructuration d'un groupe dont 3 établissements auparavant répertoriés dans la NAF 251\* sont comptabilisés dans d'autres NAF du secteur industriel (respectivement NAF 291 J\*\* et 343 Z\*\*\*). Il ne s'agit donc que d'un glissement des salariés vers d'autres nomenclatures.

En revanche, deux autres secteurs ont accru leurs effectifs :

- L'industrie automobile (+ 260 salariés, + 23%), en particulier dans la "fabrication automobile" (+ 308 salariés).
- La "fabrication de machines et équipements" (1 321 salariés ; + 105 salariés), en particulier la "fabrication d'équipements de levage et manutention" (396 salariés ; + 68 salariés).
- Le travail des métaux (2 521 salariés ; + 78 salariés), notamment les activités de "mécanique générale" (635 salariés ; + 70 salariés).

Comme sur l'ensemble des arrondissements, le secteur des services a été le principal moteur de l'emploi, ses effectifs ( 13 340 salariés) ayant crû de 4,2 % (+ 539 salariés).

\* NAF 251 E : "Fabrication d'autres articles en caoutchouc"

\*\* NAF 291 J : "Fabrication d'organes mécaniques de transmission"

\*\*\* NAF 343 Z "Fabrication d'équipements automobiles"

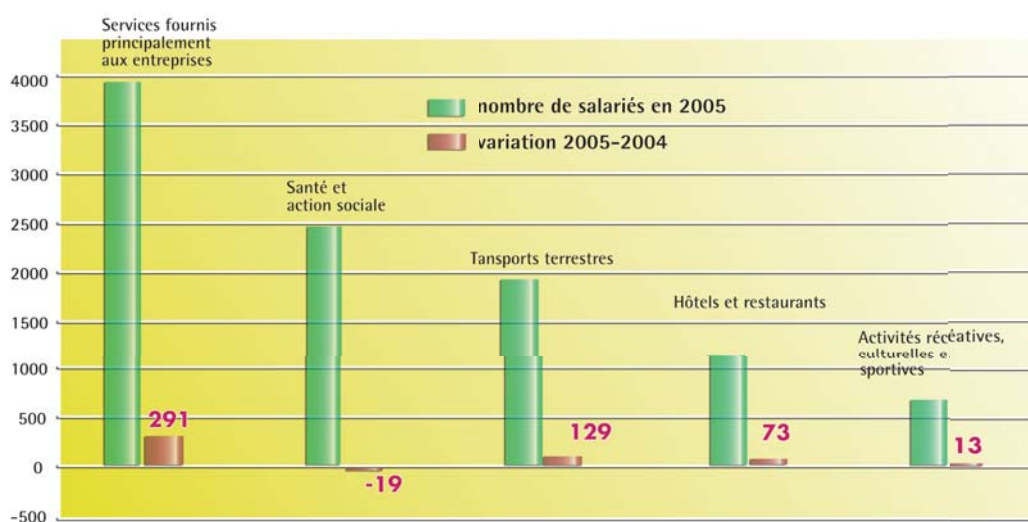


Ce dynamisme a été lié à la croissance de 3 activités :

- Les "services fournis principalement aux entreprises" (3 905 salariés ; + 291 salariés), notamment le "travail temporaire" qui représente plus de la moitié des créations d'emplois du secteur (+ 166 salariés) et "l'ingénierie et études techniques" (+ 56 salariés) ;
- Les "transports terrestres" (1 940 salariés ; + 129 salariés), notamment les "transports routiers de marchandises interurbains" (+ 73 salariés) et les "transports routiers réguliers de voyageurs" (+ 66 salariés) ;
- L'hôtellerie-restauration (1 278 salariés ; + 73 salariés).

Les effectifs salariés du secteur du commerce (5 918 salariés) ont stagné (- 0,2 % ; - 11 salariés) alors que ceux de la construction (4 076 salariés) ont considérablement augmenté (+ 4,9 % ; + 192 salariés).

### Evolution de l'emploi salarié privé tertiaire sur l'arrondissement de Montbrison



### Roanne : nette reprise du travail intérimaire et montée en puissance des centres d'appel

Après 3 années de repli successif, l'emploi salarié sur l'arrondissement de Roanne (35 980 salariés) a renoué avec la croissance (+ 2,3 % ; + 794 salariés). Le repli structurel des activités industrielles, notamment textiles, a été nettement compensé par le boom de certaines activités de services : le travail temporaire et les centres d'appel.

L'emploi **industriel** (12 692 salariés) a chuté de 3,8 % (- 507 salariés). La quasi-totalité des destructions d'emplois a été imputable au secteur textile (- 11,8 % ; - 392 emplois), en particulier aux activités de "fabrications de pull-overs" (- 124 salariés), de "fabrication d'étoffes à maille" (- 114 salariés) et "d'ennoblissement textile" (- 87 salariés).

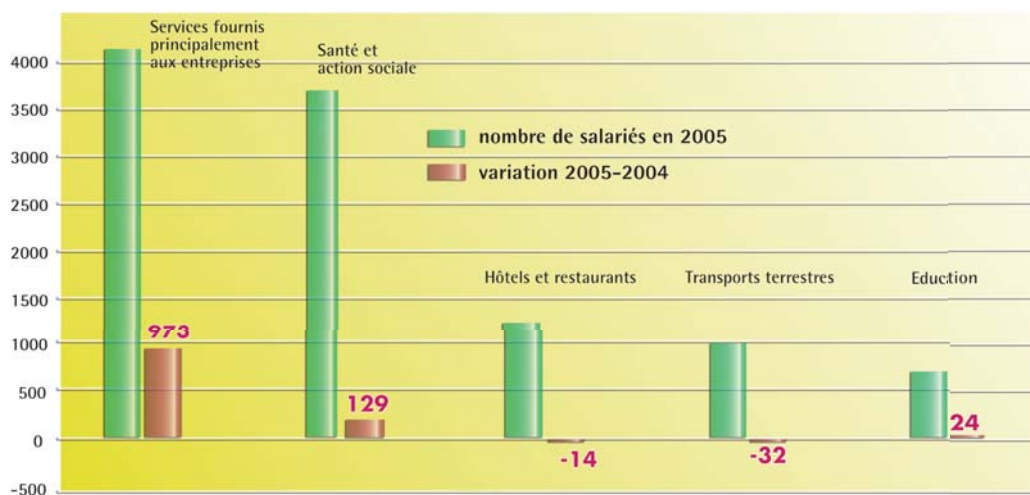
Concernant les autres secteurs, peu d'industries se démarquent en dehors des activités de "fabrications de machines et équipements" (+ 5 % ; + 61 salariés) et de "travail des métaux" (+ 1,9 % ; + 28 salariés).

### Evolution de l'emploi salarié privé industriel sur l'arrondissement de Roanne



Le secteur des **services** (14 337 salariés) consolide sa 2<sup>ème</sup> année de croissance (+ 8,5 % ; + 1 123 salariés). Cette évolution est liée à la forte reprise de l'emploi intérimaire\* (+ 714 salariés) et au développement des activités liées aux centres d'appels (+ 268 salariés) qui ont généré 490 emplois en 2 ans. Dans une moindre mesure le secteur de la "santé et action sociale" (3 771 salariés) a recruté 129 salariés (+ 3,5 %).

### Evolution de l'emploi salarié privé tertiaire sur l'arrondissement de Roanne



Les effectifs du **commerce** (5 802 salariés) ont enregistré un léger repli (- 0,5 % ; - 30 salariés) lié au recul des activités de "commerce de détail et réparation d'articles domestiques".

Dans la **construction** (3 142 salariés), la progression des effectifs s'est de nouveau amplifiée (+ 7,1 % ; + 207 salariés), en particulier dans les activités de maçonnerie, de peinture et de terrassement.

\*.L'emploi intérimaire et les centres d'appels demeurent comptabilisés dans les effectifs des "Services fournis principalement aux entreprises".

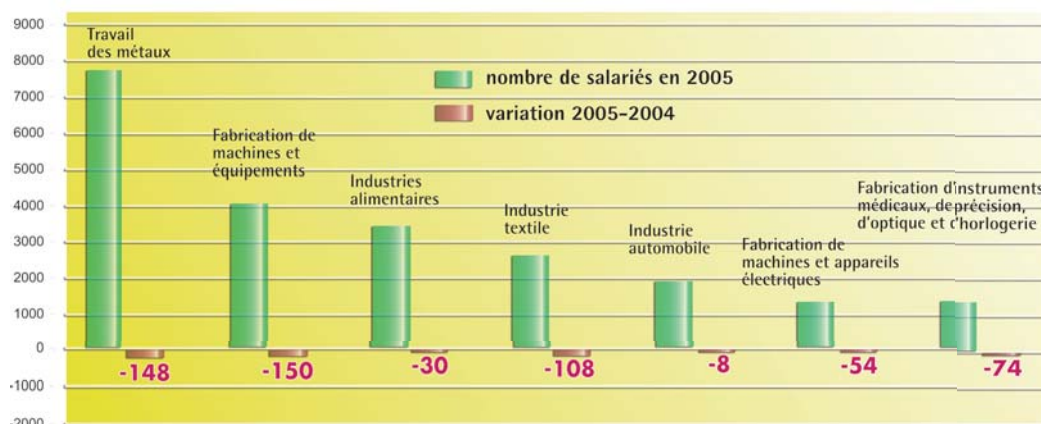


## Saint-Étienne : le retour à l'équilibre

Sur l'arrondissement de Saint-Étienne (112 551 salariés), l'année 2005 s'est soldée par une stabilisation de l'emploi salarié (+ 0,2 % ; + 174 salariés). Cette évolution est marquée par le déclin récurrent des activités industrielles tout juste compensé en 2005 par l'accroissement des effectifs des services, du commerce et de la construction.

L'emploi salarié **industriel** (29 189 salariés) a poursuivi sa chute, reculant de 3,4 % (- 1 028 salariés). Peu de secteurs ont résisté à cette évolution conjoncturelle.

### Evolution de l'emploi salarié privé industriel sur l'arrondissement de Saint-Etienne



Ce repli des effectifs a concerné une grande partie des activités, notamment :

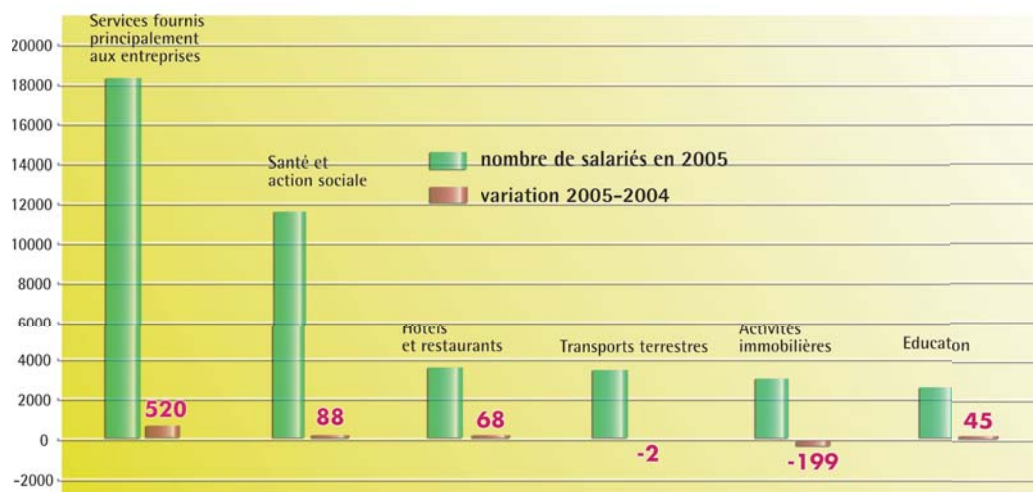
- La "fabrication de machines et équipements" (4 011 salariés ; - 150 salariés) et notamment la "fabrication d'armements" (- 88 salariés) ;
- Le "travail des métaux" (7 708 salariés ; - 148 salariés), notamment la "mécanique générale" (- 66 salariés) et la "fabrication d'outillage mécanique" (- 38 salariés) ;
- L'industrie textile" (2 646 salariés ; - 108 emplois) ;
- L'industrie du caoutchouc et des plastiques" (1 141 salariés ; - 202 salariés) ;
- La "fabrication d'autres produits minéraux non métalliques" (528 salariés ; - 143 salariés), notamment la "fabrication de verre creux" (127 salariés ; - 134 salariés).

Le secteur des **services** (55 781 salariés) a, quant à lui, progressé (+ 1,4 % ; + 746 salariés).

Cette évolution a surtout concerné les "services fournis principalement aux entreprises" (18 115 salariés), dont la hausse des effectifs représente plus de 2/3 des créations d'emplois du secteur tertiaire (+ 520 salariés), notamment "l'administration d'entreprises" (+ 251 salariés), le "travail temporaire" (+ 181 salariés) et "l'ingénierie, études techniques" (+ 114 salariés).

Les effectifs salariés du **commerce** (18 663 personnes) ont légèrement crû (+ 0,8 % ; + 149 salariés), tirés par l'activité de "commerce de détail de meubles" (+ 217 salariés).

### Evolution de l'emploi salarié privé tertiaire sur l'arrondissement de Saint-Etienne



Entraînés par le programme de rénovation urbaine sur Saint-Étienne, les effectifs de la **construction** (8 878 salariés) ont progressé de manière significative (+ 3,6 % ; + 305 salariés), essentiellement dans les secteurs de "travaux d'installations électriques" (+ 90 salariés), de "travaux de maçonnerie générale" (+ 68 salariés) et de "construction de chaussées routières et de sols sportifs" (+ 60 salariés).

## Evolutions structurelles de la localisation des emplois dans la Loire : un bouleversement de la géographie des emplois entre 1980 et 2005

Les 25 dernières années ont été caractérisées par de forts bouleversements dans la structure sectorielle de l'emploi. En effet, de fortes baisses de l'emploi industriel ont été enregistrées dans la Loire : 107 356 en 1980\*, 57 315 en 2005 soit une baisse de 47 %. A l'inverse, le secteur des services est progressivement monté en puissance en passant de 41 762 emplois en 1980 à 83 458 en 2005, soit un doublement des effectifs.

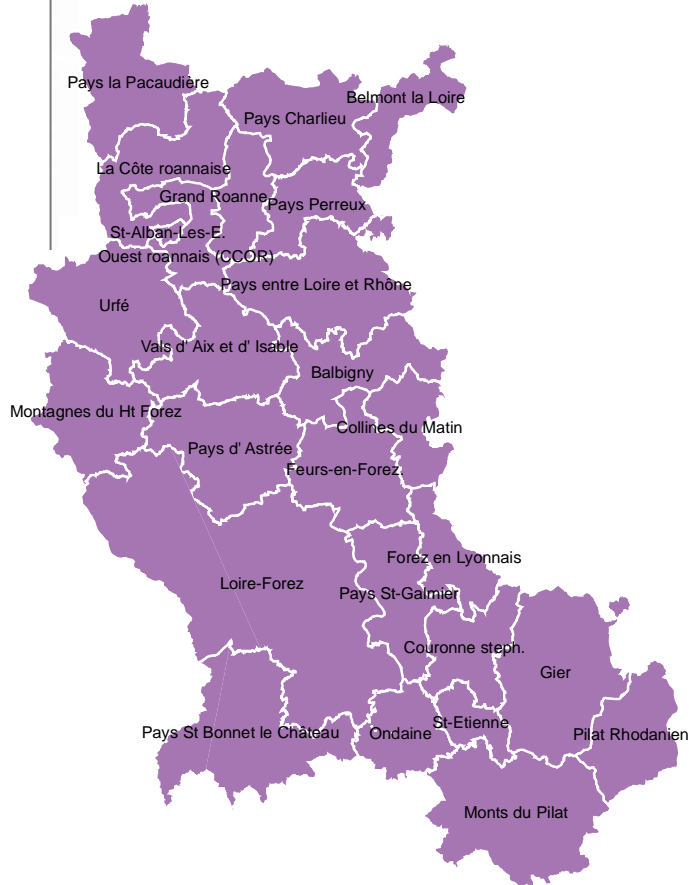
Cette restructuration de l'emploi s'est accompagnée d'évolutions significatives en terme de répartition géographique. L'objectif de la présente analyse est ainsi d'observer les évolutions structurelles de la localisation des emplois au sein de la Loire. Il s'agit notamment de vérifier l'hypothèse de perte de centralité en terme d'emploi salarié privé des deux principales villes (Saint-Etienne et Roanne) au profit des autres zones géographiques du département.

\*. Il s'agit des données au 31 décembre 1979.



## Méthodologie :

### Territoires étudiés



Les territoires d'analyse choisis sont les intercommunalités\*. Seule la communauté d'agglomération de Saint-Etienne Métropole a été découpée en plusieurs territoires afin d'obtenir une analyse géographique plus fine : la ville de Saint-Etienne, la Couronne stéphanoise, la Vallée de l'Ondaine et la Vallée du Gier.

L'évolution de la répartition géographique de l'emploi a été analysée entre 1980 et 2005 tous secteurs confondus, puis par secteur d'activité.

### Des évolutions territoriales contrastées

Entre 1980 et 2005, les territoires au sein du département de la Loire ont connu des évolutions très contrastées tant au cours de la première moitié de la période étudiée (1980 à 1992) que de la seconde (1992 à 2005).

-certains territoires ont connu une évolution positive de l'emploi sur les deux périodes : Loire Forez, le Pays de Saint-Galmier et surtout la Couronne stéphanoise qui enregistre les augmentations d'emploi les plus importantes.

-à l'inverse, certains territoires comme le Grand Roanne et la Vallée du Gier affichent des évolutions négatives sur les deux périodes. La baisse de l'emploi a été plus marquée lors de la première période qu'ensuite.

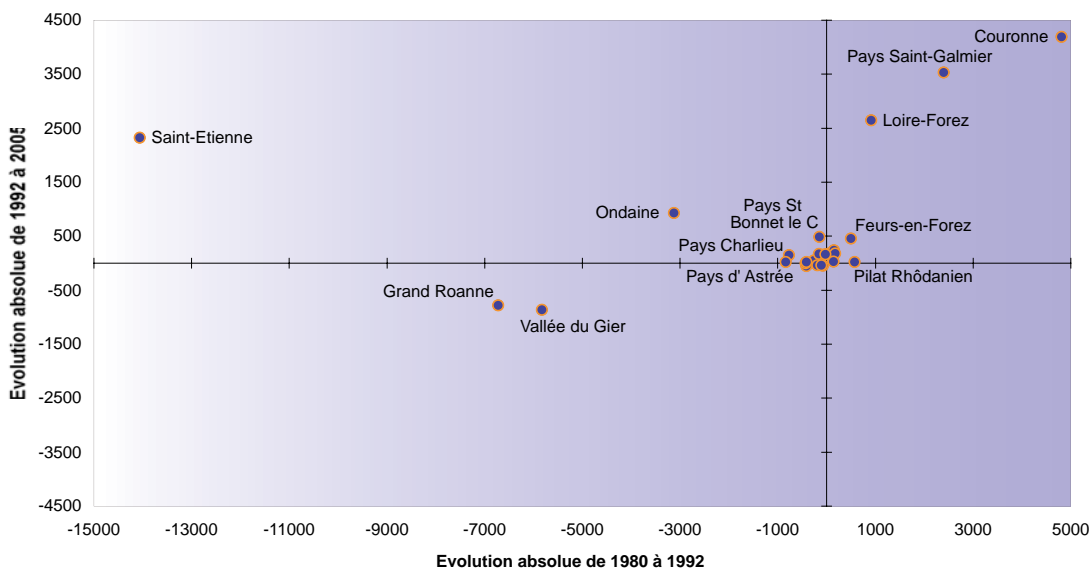
-enfin, des territoires comme la ville de Saint-Etienne et l'Ondaine ont connu une baisse importante de l'emploi lors de la première période. Puis, de 1992 à 2005, l'évolution a été positive mais la hausse de l'emploi n'a pas compensé la diminution enregistrée dans les années 1980.

Les intercommunalités en milieu rural présentent également des profils très différents quant à l'évolution de l'emploi sur les deux périodes. Toutefois, ces variations concernent un nombre moins important d'emplois.

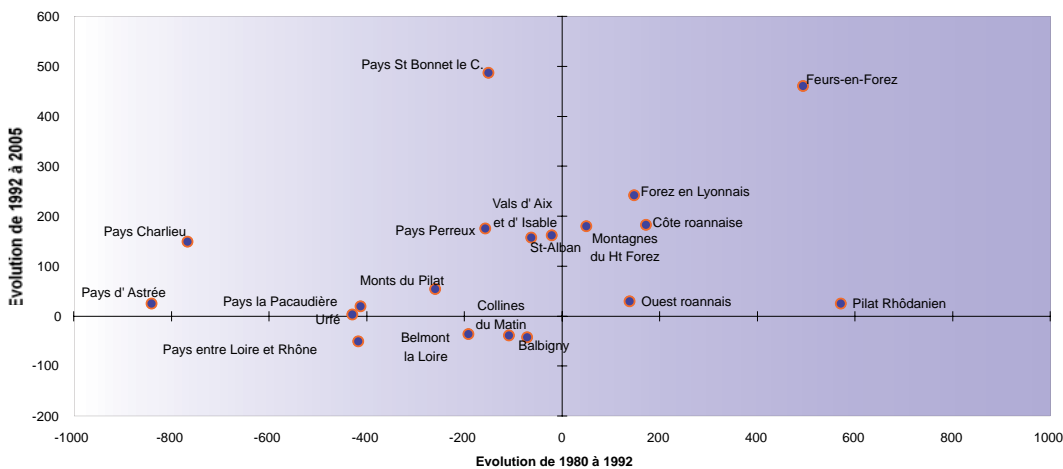
\*. La commune de Saint Alban Les Eaux ne faisant partie d'aucune intercommunalité a été traitée à part.



**Evolutions** absolues de l'emploi salarié privé par territoire entre 1980 et 1992 et entre 1992 et 2005



**Evolutions** absolues de l'emploi entre 1980 et 1992 et entre 1992 et 2005 dans les intercommunalités qui comptabilisent relativement peu d'emplois (zoom du graphique précédent)

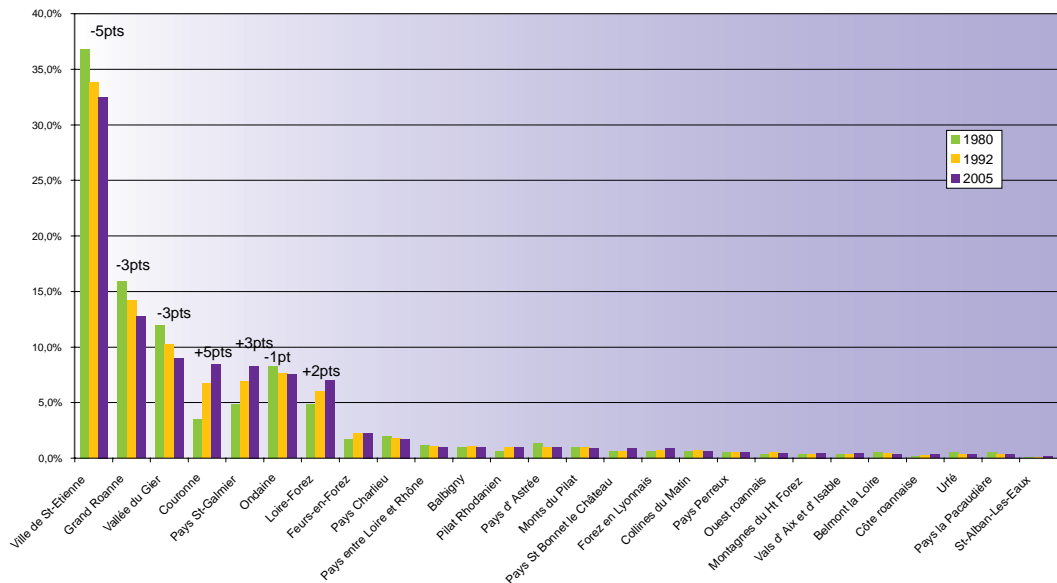


Ces évolutions ont eu pour conséquence de changer le poids des différents territoires dans l'emploi total. Alors que la ville de Saint-Étienne concentrait 37 % de l'emploi en 1980, sa part est descendue à 32 % en 2005. Le poids du Grand Roanne et celui du Gier ont également diminué.

Cette relative perte de centralité ne s'est pas traduite par une montée en puissance d'un territoire en particulier. En effet, plusieurs zones ont vu leur poids progresser. La Couronne stéphanoise a connu l'augmentation la plus importante : son poids a presque triplé passant de 3 % en 1980 à 8 % en 2005. Le Pays de Saint-Galmier et Loire Forez concentrent également une part plus élevée de l'emploi. Au total, **la localisation de l'emploi est donc plus diffuse** en 2005 qu'en 1980, mais en même temps davantage **concentrée dans le sud du département**.

Sur ce point, il est important de remarquer que ces évolutions ne sont pas seulement dues à la disparition ou à la création nettes d'emplois sur un territoire, mais aussi à des transferts géographiques d'établissements. Par exemple, entre 1990 et 2002, la ville de Saint-Etienne connaît un solde de transferts d'établissements négatif (c'est à dire que les établissements qui ont quitté St-Etienne ont été plus nombreux que ceux qui s'y sont installés). Les établissements qui ont quitté la ville de Saint-Etienne obéissent à une certaine logique de proximité dans leur transfert puisque la majorité des établissements s'est installée dans la couronne stéphanoise et dans l'Ondaine\*.

### Répartition de l'emploi salarié privé par territoire en 1980, 1992 et 2005



Exemple de lecture : En 1980, 37% de l'emploi ligérien était concentré dans la ville de Saint-Etienne contre 32% en 2005. Le poids de la ville de Saint-Etienne a perdu 5 points de pourcentage entre les deux dates.

### Tertiariation : une tendance générale

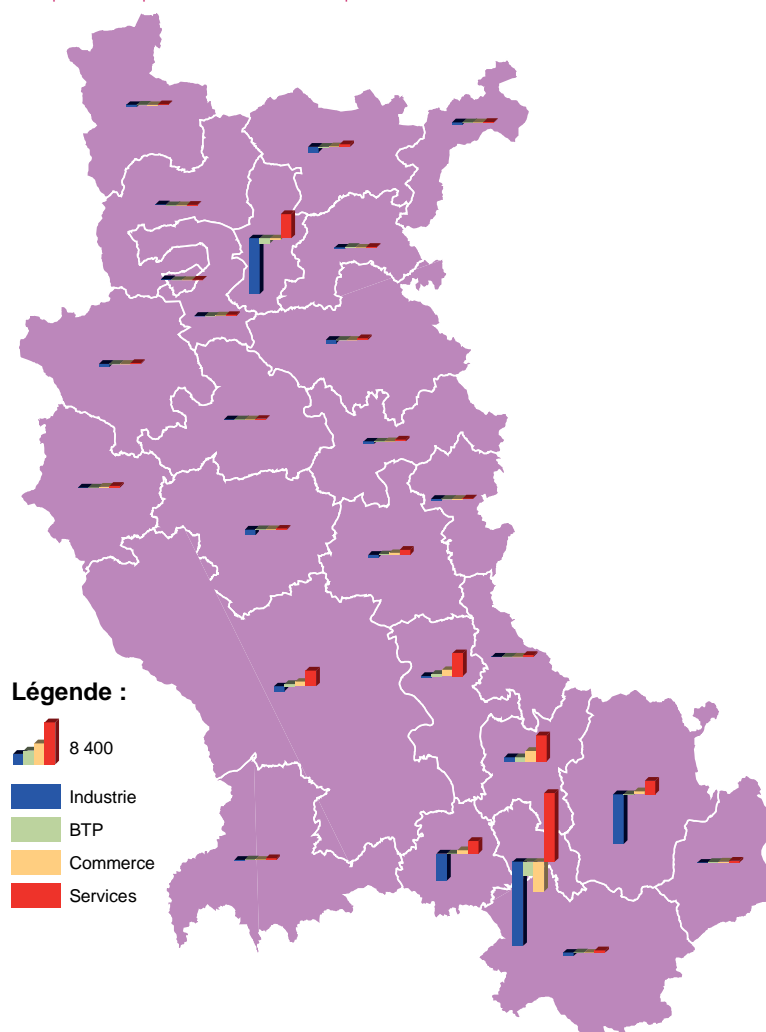
Les évolutions de l'emploi sont très disparates selon les secteurs d'activité. Si l'emploi dans les services a fortement augmenté, la hausse n'a pas été assez importante pour compenser la baisse de l'emploi industriel. Le solde est négatif pour Saint-Etienne intra muros (- 16 719 emplois dans l'industrie entre 1980 et 2005 ; + 13 642 emplois dans les services). En revanche, le déséquilibre est encore plus flagrant pour le Grand Roanne et le Gier et dans une moindre mesure pour l'Ondaine.

Les tendances observées à la fois dans Loire Forez et le Pays de Saint-Galmier sont similaires avec une baisse peu importante dans l'industrie (due, il est vrai, à une présence industrielle moins importante que dans les territoires évoqués ci-dessus) et une augmentation du secteur tertiaire.

La Couronne stéphanoise se distingue avec une évolution positive des effectifs dans l'ensemble des activités y compris dans l'industrie.

\* Cf l'étude réalisée par Epures en 2004 : « les transferts d'établissements dans le Sud Loire » pour plus de précisions.

## Evolution de l'emploi salarié privé entre 1980 et 2005 par secteur d'activité



Au total, le phénomène de tertiarisation est observé dans l'ensemble des territoires y compris ceux ruraux concentrant peu d'emplois. Ainsi, la part de l'emploi secondaire a diminué au profit d'une augmentation du tertiaire dans l'ensemble du département à l'exception de la communauté de commune de la Côte Roannaise et Saint Alban les Eaux. La tertiarisation est principalement le résultat de deux évolutions importantes liées aux pratiques des habitants d'une part et des entreprises d'autre part :

- les évolutions sociales et démographiques notamment le vieillissement de la population, le développement des pratiques de loisirs, le taux croissant d'activité des femmes expliquent le développement des services à la personne (santé, aide à domicile) et des activités de loisirs.
- le phénomène d'externalisation des services conduit par les entreprises favorisent en partie le développement des services aux entreprises\*.

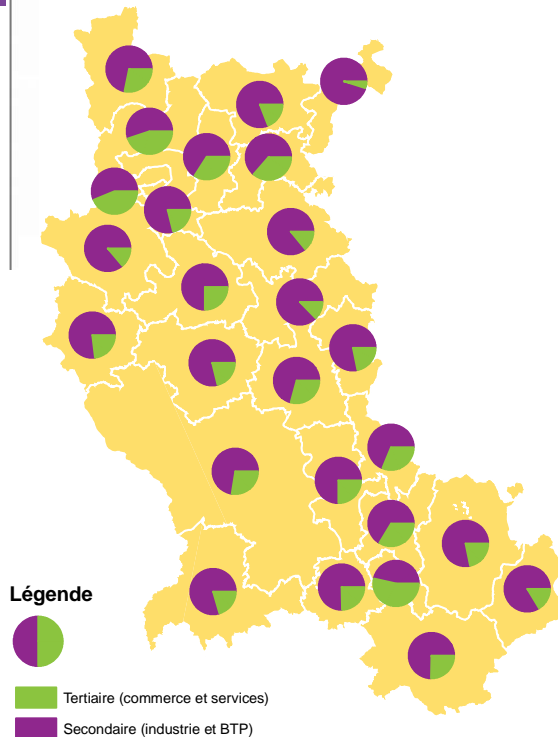
A cela, le degré de tertiarisation est également fonction des stratégies territoriales conduites en matière d'attractivité économique (offre immobilière et foncière, mise en réseau des acteurs, infrastructures numériques et de transport ...).

\*. Cf l'étude réalisée par ELO en 2002 : « Services aux entreprises : état des lieux et analyse des pratiques de sous-traitance des établissements de la Loire » pour une analyse affinée de ce phénomène dans la Loire.

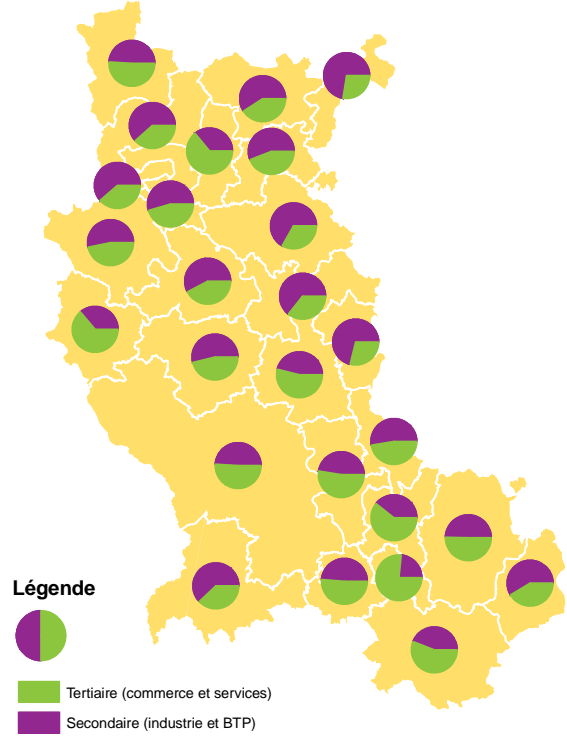


> page 20

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité en 1980



Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité en 2005



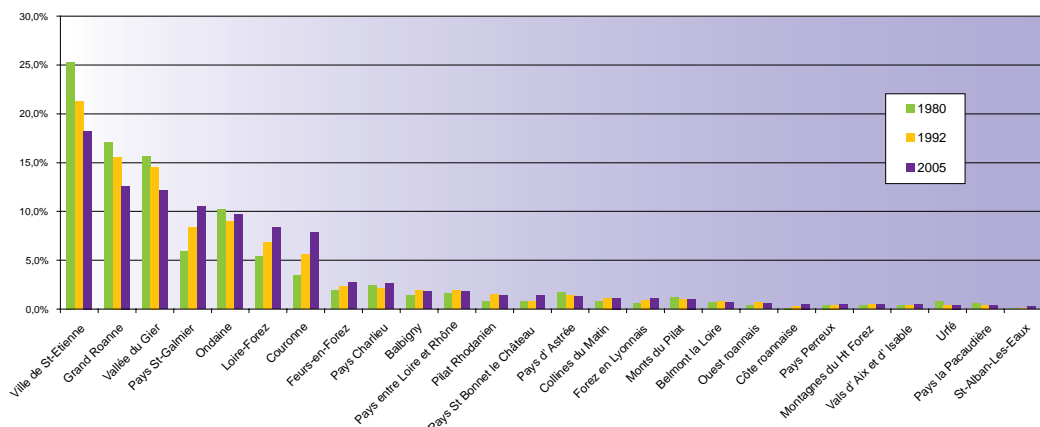
## Une localisation plus diffuse de l'emploi

L'analyse de l'évolution de la répartition géographique de l'emploi montre que celui-ci est de moins en moins concentré dans la ville de Saint-Etienne et le Grand Roanne.

Notamment, dans **l'industrie**, la part de la ville de Saint-Etienne et du Grand Roanne dans l'emploi ligérien a fortement diminué au cours des années.

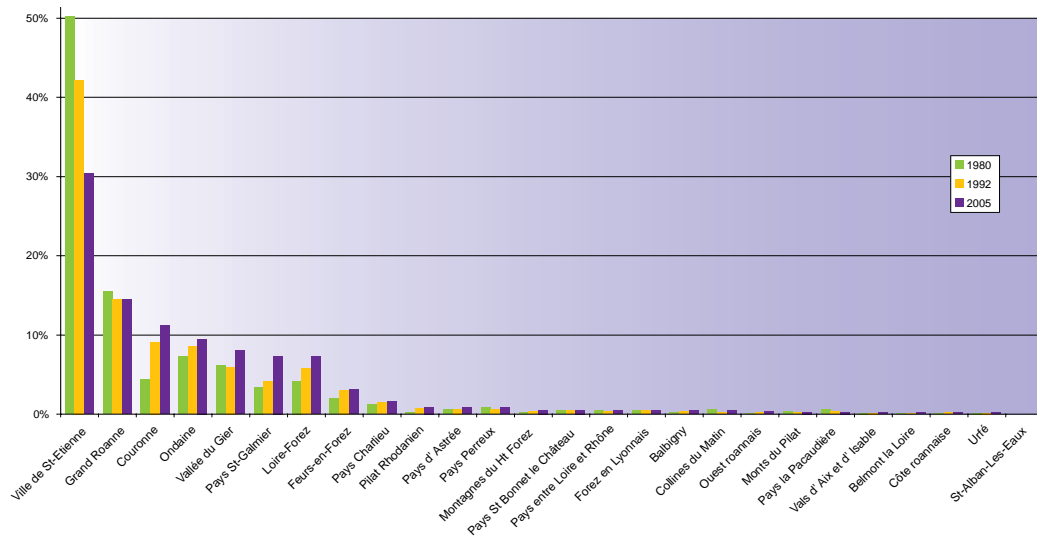
En effet, Saint-Etienne ne concentre plus que 18 % de l'emploi industriel en 2005 contre 25 % en 1980. Ensuite, quatre territoires ont presque le même poids : le Grand Roanne (13 %), le Gier (12 %), le Pays de Saint-Galmier (11 %), l'Ondaine (10 %), Loire Forez (8 %) et la Couronne stéphanoise (8 %). En 1980, l'emploi industriel était beaucoup plus concentré dans l'agglomération stéphanoise, la ville de Roanne et les vallées de l'Ondaine et du Gier.

Répartition de l'emploi salarié privé dans l'industrie par territoire en 1980, 1992 et 2005



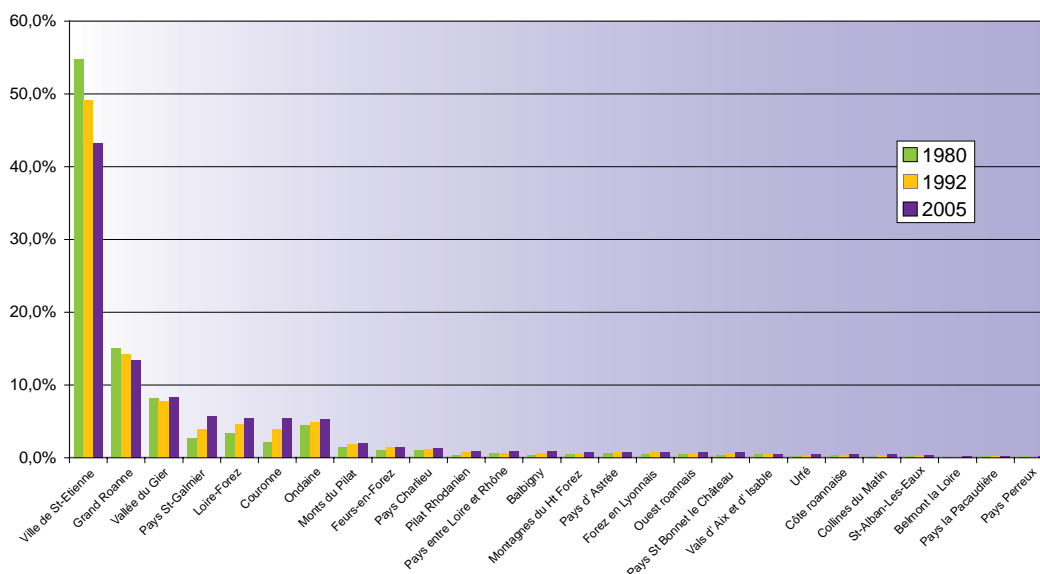
Dans le **commerce**, le poids de Saint-Etienne a également fortement diminué\*. Celui du Grand Roanne est quant à lui resté quasiment stable. C'est la couronne stéphanoise qui a pris le plus d'importance puis dans une moindre mesure l'Ondaine, le Gier, Pays de Saint-Galmier et Loire Forez. Ces évolutions s'expliquent par le développement ces dernières décennies d'activités commerciales localisées sur des zones très accessibles, c'est à dire positionnées sur de grands axes routiers en périphérie des villes, et où l'offre foncière et immobilière a été importante.

### Répartition de l'emploi salarié privé dans le commerce par territoire en 1980, 1992 et 2005



Dans le secteur des **services à la personne**, les tendances peuvent être finalement rapprochées de celles observées pour le commerce mais sont de moindre ampleur. Le poids de la ville de Saint-Etienne a également diminué en passant de 55 % en 1980 à 43 % en 2005. Les territoires qui ont un poids plus élevé en 2005 sont les mêmes que ceux qui ont gagné de l'importance dans le commerce : le Gier, Pays de St-Galmier, Loire Forez, la couronne stéphanoise et l'Ondaine. Au total, dans les services à la personne, on peut observer que les emplois sont répartis de manière plus homogène qu'ils ne l'étaient en 1980, entre le Gier, Loire Forez, la Couronne et l'Ondaine.

### Répartition de l'emploi salarié privé dans les services aux particuliers en 1980, 1992 et 2005

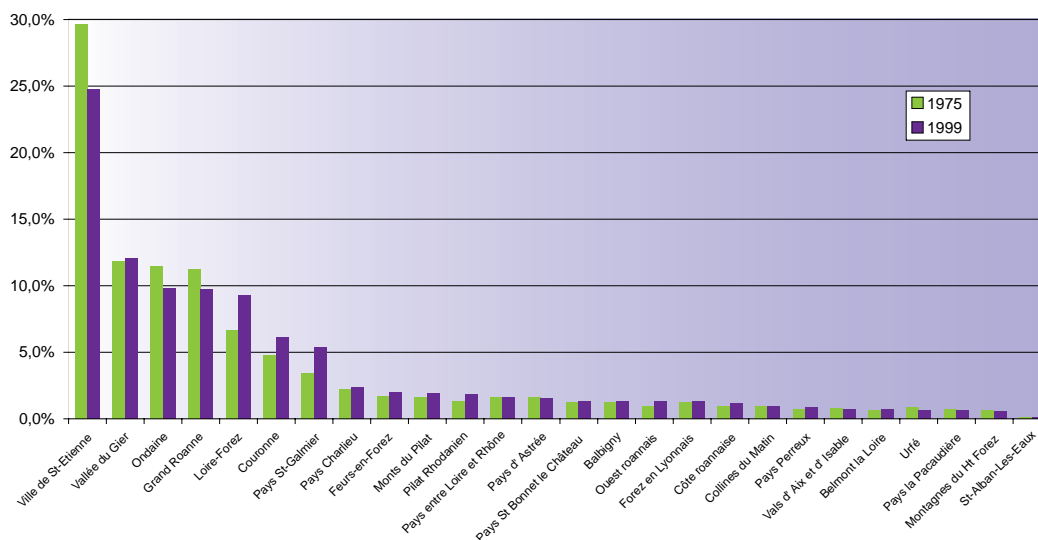


\*. A noter que pendant la seconde moitié de la période, la baisse est due en partie par un transfert des effectifs de Casino du secteur du commerce vers l'administration d'entreprises suite à un changement de code NAF.



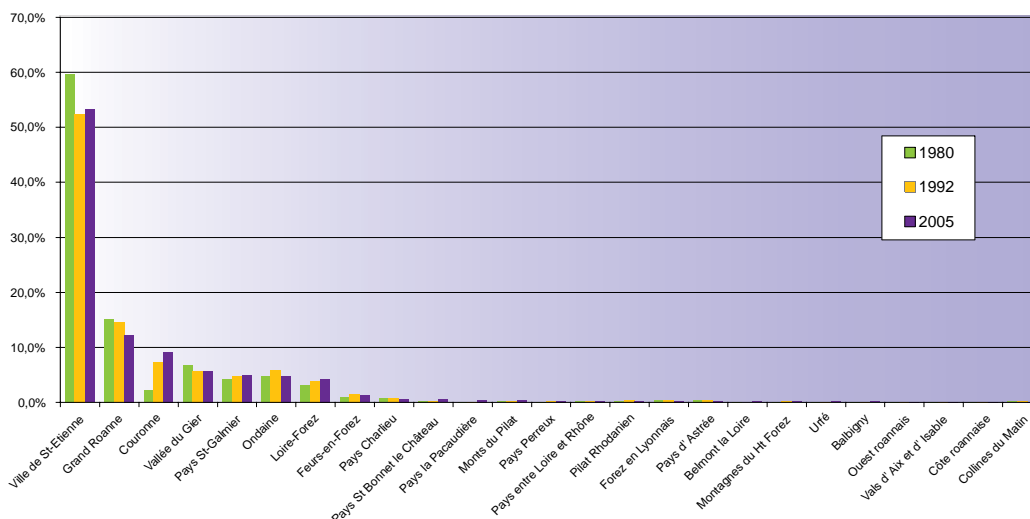
Ces deux types d'activités (le commerce et les services aux particuliers) ont pour point commun de dépendre fortement de la présence de population. Les évolutions constatées ci-dessus peuvent être corroborées avec l'évolution géographique de la localisation des habitants (à l'exception de l'Ondaine qui malgré une baisse de son poids dans la population ligérienne concentre une part croissante de l'emploi commercial. Ceci peut s'expliquer par le fait que ce territoire bénéficie d'une zone de chalandise assez étendue comprenant la Haute-Loire).

**Evolution** de la répartition géographique des habitants entre 1975 et 1999 (source : RGP INSEE)



Dans les **services aux entreprises\***, la dynamique de localisation des emplois est très différente. La ville de Saint-Etienne concentre plus de la moitié des emplois. Si son poids a diminué entre 1980 et 1992, il a en revanche légèrement progressé entre 1992 et 2005. Les travaux d'aménagement engagés sur le secteur de Châteaucreux pour constituer un pôle tertiaire pour accueillir des établissements de services aux entreprises, devraient conforter dans les années à venir la position centrale de la ville de Saint-Etienne dans ce domaine.

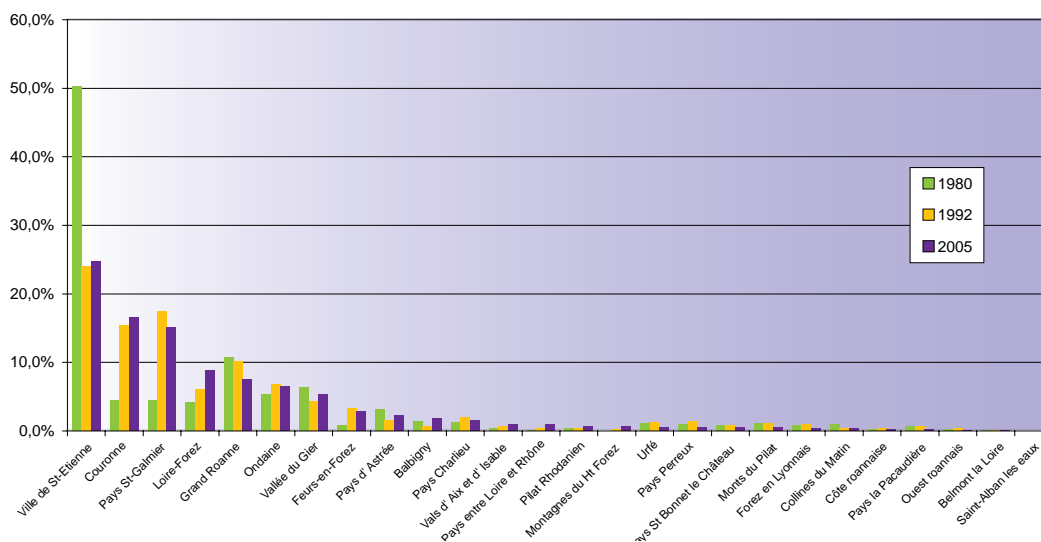
**Répartition** de l'emploi salarié privé dans les services aux entreprises par territoire en 1980, 1992 et 2005



\*. Le secteur intérimaire a été exclu de ce secteur, les missions intérimaires se réalisant encore aujourd'hui pour la majorité dans le secteur industriel.

Le secteur des **transports** affiche également une importante restructuration de la localisation de l'emploi. La ville de Saint-Etienne a vu son poids diminuer très fortement surtout pendant la première période au profit de la Couronne stéphanoise et du Pays de Saint-Galmier. Le développement d'entreprises de transports sur la zone d'activité de Molina-la-Chazotte et la présence de grandes entreprises sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon (Darfeuille, Philibert...) expliquent le poids important de ces deux territoires.

**Répartition de l'emploi salarié privé dans les transports par territoire en 1980, 1992 et 2005**



## Conclusion

Cette première approche statistique permet de rendre compte des évolutions structurelles de la localisation de l'emploi salarié privé. Le principal résultat observé est la perte de centralité de la ville de Saint-Etienne et du Grand Roanne. Toutefois, sans nier son poids plus faible, la ville de Saint-Etienne reste le principal pôle d'emplois. Cette perte de centralité résulte, à la fois, de mouvements de disparition / création d'entreprises mais aussi de transferts d'établissements. En effet, les transferts d'établissements obéissent à une logique de desserrement urbain, ce qui n'est d'ailleurs pas spécifique à Saint-Etienne. Il est, en effet, également observé dans d'autres agglomérations notamment dans la région lyonnaise\*.

Par ailleurs, cette perte de centralité ne s'est pas traduite par une montée en puissance d'un seul territoire. En effet, elle s'est traduite par une localisation plus diffuse de l'emploi (réparti sur plusieurs territoires) avec toutefois une concentration plus forte dans le sud du département.

Les territoires les plus dynamiques ont été la couronne stéphanoise, le Pays de Saint-Galmier et dans une moindre mesure Loire-Forez. Le poids de l'Ondaine est resté relativement stable quel que soit le secteur.

\*. Cf Transferts d'établissements : de grandes similitudes entre Lyon et Saint-Etienne. Etude 4pages INSEE



### **Agence du Développement Economique de la Loire**

Espace Fauriel - BP 78 - 35 rue Ponchardier  
42 010 Saint-Etienne  
tél : 04 77 49 25 50  
fax : 04 77 49 25 79  
e-mail : [agence@expansion42.com](mailto:agence@expansion42.com)  
web : [www.expansion42.com](http://www.expansion42.com)

### **Assédic Vallées du Rhône et de la Loire**

92 cours Lafayette  
69 434 Lyon cedex 03  
tél : 04 72 84 36 51  
fax : 04 78 14 46 45  
web : [www.assedic.fr](http://www.assedic.fr)

### **Creuset**

6 rue basse des rives  
42 023 Saint-Etienne cedex 02  
tél : 04 77 42 19 60  
fax : 04 77 42 19 50  
e-mail : [creuset@univ-st-etienne.fr](mailto:creuset@univ-st-etienne.fr)  
web : [http://portail.univ-st-etienne.fr/labcrst/0/fiche\\_\\_\\_laboratoire/](http://portail.univ-st-etienne.fr/labcrst/0/fiche___laboratoire/)

### **ELO**

46 rue de la télématique - BP 701  
42 950 Saint-Etienne cedex 9  
tél : 04 77 92 83 70  
fax : 04 77 92 68 62  
e-mail : [elo@elobs.com](mailto:elo@elobs.com)  
web : [www.elobs.com](http://www.elobs.com)

### **Epures**

46 rue de la télématique - BP 801  
42 952 Saint-Etienne cedex 9  
tél : 04 77 92 84 00  
fax : 04 77 92 84 09  
e-mail : [epures@epures.com](mailto:epures@epures.com)  
web : [www.epures.com](http://www.epures.com)